

ADOLF KIMMEL

L'ALTERNANCE APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

141

Les élections au Bundestag, le 27 septembre 2009, ont conclu une grande année électorale en Allemagne. Depuis janvier, les électeurs ont été appelés aux urnes pour l'élection du Parlement européen, pour les parlements (Landtage) dans six Länder et pour l'élection des conseils municipaux et des maires dans huit Länder, notamment dans la Rhénanie du Nord-Westphalie, avec 15 millions d'inscrits sur les listes.

Contrairement aux élections de 2005, le résultat a été cette fois celui annoncé par les instituts de sondages et largement attendu. Après une campagne morne et ennuyeuse, la CDU/CSU et le FDP obtiennent une majorité absolue des sièges au Bundestag. Ils peuvent donc former la coalition gouvernementale qu'ils souhaitaient. Puisqu'ils déclaraient, avant la journée électorale, vouloir gouverner ensemble, on peut dire que, à la différence de 2005, le nouveau gouvernement correspond aux vœux de la majorité des électeurs.

Grâce au très bon résultat du FDP et

aux 24 sièges supplémentaires¹ obtenus par la CDU/CSU, la nouvelle coalition dispose, avec 332 sièges (sur 622), d'une majorité confortable qui permet d'espérer une stabilité gouvernementale pendant la législature. La deuxième grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD prend donc fin et on revient à la « norme » démocratique : les partis du camp politique victorieux gouvernent, ceux du camp qui ont perdu forment l'opposition. À l'instar de la première coalition (1966-1969), la deuxième grande coalition ne fut considérée que comme une sorte de dernier recours, réservé à une situation politique exceptionnelle.

La participation électorale tombe à son point le plus bas depuis la fondation de la République fédérale. L'impression que la partie était gagnée d'avance par le camp de droite et la difficulté du SPD à trouver un thème autour duquel mobiliser ses sympathisants ont, la campagne atone aidant, amené beaucoup d'électeurs à rester chez eux.

1. Ces mandats supplémentaires (*Überhangmandate*) sont dus à une particularité de la loi électorale.

Le résultat et ses causes

	Pourcentage de voix						sièges	
	Allemagne		ouest		est			
	Résultats bruts	gains / pertes	Résultats bruts	gains / pertes	Résultats bruts	gains / pertes	Résultats bruts	gains / pertes
Votants	70,8	-4,9	72,3	-6,2	64,8	-9,5		
CDU/CSU	33,8	-1,4	34,7	-2,7	29,8	+4,5	239	+13
SPD	23,0	-11,2	24,1	-11,0	17,9	-12,5	146	-76
FDP	14,6	+4,7	15,4	+5,2	10,6	+2,6	93	+32
La Gauche (Die Linke)	11,9	+3,2	8,3	+3,4	28,5	+3,2	76	+22
Les Verts	10,7	+2,6	11,5	+2,7	6,8	+1,6	68	+17
Autres	6,0	+2,1	5,9	+2,4	6,9	+0,5	--	--

142

Le trait saillant du résultat n'est pas la victoire attendue de la CDU/CSU et du FDP, mais l'affaiblissement progressif des deux grands partis de rassemblement (*Volksparteien*) et notamment la déroute du SPD. Le renforcement des petits partis, devenus de taille moyenne, en est la conséquence logique. Pour la première fois, les trois partis représentés au Bundestag – le FDP, La Gauche, les Verts – franchissent le seuil de 10%. Jusqu'à présent seul le FDP avait réussi cette performance, mais lors de 4 élections seulement sur 16. Ces chiffres signalent que le système des partis allemand est en profonde mutation et qu'il en est, peut-être, de même du système politique de l'Allemagne.

La CDU/CSU recule légèrement et, exception faite de la première élection de 1949, enregistre le plus mauvais

résultat de son histoire. C'est surtout le résultat décevant de la CSU qui en est responsable. Angela Merkel reste quand même chancelière grâce au très bon résultat du FDP qui augmente son électorat de presque un tiers et atteint son meilleur résultat depuis son existence. Mais c'est la débâcle du SPD qui éclipe tous les autres aspects de cette journée électorale et en fait une date historique. Il reste non seulement nettement en dessous de son plus mauvais résultat depuis la fondation de la RFA (28,8% en 1953), mais retombe même à son niveau de la République de Weimar². La Gauche (radicale) et les Verts dépassent chacun pour la première fois le seuil des 10%. L'enracinement de La Gauche, notamment dans les Länder de l'ex-RDA, se manifeste aussi par la conquête de 15 circonscriptions (3 seulement en

2. Aux élections de 1920 et de 1932, il n'avait pas atteint les 23% de cette année.

2005), tandis que les libéraux du FDP n'emportent aucune circonscription et les Verts une seule (à Berlin)³. Remarquons que les trois partis d'extrême droite n'ont aucune chance de franchir la barre de 5 %. (Avec 1,5 %, le NPD est de loin le plus fort des trois.)

Quels sont les mouvements d'électeurs les plus importants entre les partis, quels sont leurs gains et leurs pertes ? Même si les chiffres ne peuvent donner qu'un ordre de grandeur, ils fournissent une première explication des résultats. Les pertes du SPD – 6 millions d'électeurs en tout depuis 2005 – se répartissent dans tous les secteurs sans qu'il puisse enregistrer des gains notables. Presque 2 millions de ses électeurs de 2005 sont restés cette fois chez eux. Environ 1 million est passé à La Gauche et 700 000 sont allés chez les Verts. Même la CDU/CSU (600 000) et le FDP (400 000) peuvent se réjouir d'un nombre substantiel de « transfuges ». La CDU/CSU, pour sa part, doit en laisser « filer » plus de 1 million au FDP et en perd 1 million en abstentions. Les trois « petits » partis profitent donc, d'une façon inégale, des pertes des deux grands.

On peut conclure de ces mouvements que ces électeurs ont changé d'opinion (*Wechselwähler*). Le cas du SPD sera analysé de plus près ultérieurement,

mais on peut déjà supposer que ceux de ses électeurs qui ont cette fois préféré la CDU/CSU étaient surtout motivés par la personnalité d'Angela Merkel. Ce choix était d'autant plus facile que la chancelière avait fait siennes plusieurs des revendications du SPD⁴. Les électeurs qui ont quitté la CDU/CSU pour le FDP trouvent que la politique économique de la chancelière et de la CDU/CSU n'est plus assez libérale, qu'elle a pris un tournant social-démocrate qu'ils n'apprécient pas. En plus, ils ont cru pouvoir donner, par un tel vote tactique, une chance maximale à la majorité « noir et jaune » qu'ils souhaitaient⁵.

La décision des électeurs volatiles est déterminée par deux facteurs principaux : la compétence qu'ils attribuent aux partis à résoudre les problèmes les plus importants et la personnalité des leaders, notamment de la CDU/CSU et du SPD, les seuls qui ont une chance de diriger le gouvernement fédéral. Les sondages montrent d'abord que les deux partis dominants subissent des reculs sensibles quant à leur capacité à résoudre les problèmes urgents. Malgré une confiance qui diminue, les électeurs tiennent la CDU/CSU pour plus compétente que le SPD sur presque tous les problèmes à l'ordre du jour : l'économie, la réduction du chômage, la fiscalité, les retraites, mais aussi l'éducation, la

3. L'électeur allemand dispose de deux voix. Avec la première voix (*Erststimme*), il choisit au scrutin uninominal majoritaire (système britannique) le député de sa circonscription. Avec sa deuxième voix (*Zweitstimme*), il choisit la liste d'un parti, dans le cadre d'un Land. La moitié des députés est élue par la première voix (*Direktmandat*), l'autre moitié sur les listes. Le nombre des sièges qu'obtient chaque parti est déterminé, selon la méthode proportionnelle, par le pourcentage des deuxième voix (en tenant compte de la barre de 5 %).

4. Effectivement seulement trois quarts des sympathisants du SPD souhaitent que le candidat du parti, Frank-Walter Steinmeier, devienne chancelier, tandis que 21 % souhaitent que Angela Merkel reste à son poste.

5. Les partis allemands sont généralement désignés par leurs couleurs : noir pour la CDU/CSU, jaune pour le FDP, vert pour les Verts et rouge pour le SPD comme pour La Gauche.

politique familiale et la politique extérieure. Sur une seule question, celle de la politique sociale, une majorité préfère le SPD, mais beaucoup se tournent vers La Gauche. Il semble que le travail des ministres du SPD dans le gouvernement de la grande coalition n'ait pas convaincu suffisamment ou n'ait pas été jugé à sa juste valeur.

Quant à l'influence du rôle des leaders, rappelons d'abord qu'il ne faut pas confondre les élections législatives allemandes avec l'élection présidentielle française. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, les élections au Bundestag ne sont pas des *Kanzlerwahlen*: l'électeur allemand se prononce d'abord sur un parti, sur son projet politique, sur les compétences qu'il lui attribue. Il donne sa voix au parti qu'il apprécie le plus, duquel il se sent le plus proche. La composition de la coalition gouvernementale qu'il souhaite intervient également dans sa décision. Mais évidemment le facteur personnel joue aussi un rôle important, cette fois plus important qu'aux élections précédentes⁶. Or, la chancelière devance son rival social-démocrate sur tous les points. Ainsi, à peu près trois cinquièmes souhaitent qu'elle garde son poste, tandis que seulement un tiers préfère son concurrent. S'il est normal que neuf sur dix des sympathisants de la CDU/CSU et presque autant des sympathisants du FDP se prononcent pour elle, il est remarquable qu'elle trouve aussi des soutiens dans tous les autres partis (entre 20 % et 35 %). On peut donc conclure que la personnalité d'Angela Merkel a fait la différence en faveur de la coalition victorieuse.

ASPECTS DE LA GÉOGRAPHIE ET DE LA SOCIOLOGIE ÉLECTORALES

Vingt ans après la réunification, les résultats électoraux diffèrent toujours sensiblement entre les Länder de l'ex-RFA et ceux de l'ex-RDA. La participation électorale en Allemagne de l'Est est encore inférieure à celle de l'Allemagne de l'Ouest (de 7,5 points). La deuxième particularité que l'on observe depuis la réunification est la volatilité plus grande des électeurs dans les nouveaux Länder de l'ex-RDA. Ces électeurs n'ont évidemment pas acquis le même degré d'identification avec un parti que les électeurs de l'ex-RFA qui connaissent les mêmes partis depuis plus de cinquante ans. D'une élection à une autre, ce manque de familiarité avec les partis entraîne des changements plus profonds dans les résultats des nouveaux Länder de l'ex-RDA. Le troisième trait particulier est la force de La Gauche (Die Linke), sur le territoire de l'ex-RDA. Cette fois, elle talonne la CDU et confirme son caractère de véritable *Volkspartei* dans cette partie de l'Allemagne. En 2005, le SPD était encore le parti le plus fort à l'Est (30,4 %), mais il y recule encore plus fortement qu'en Allemagne de l'Ouest et ne franchit pas le seuil de 20 % dans quatre des cinq nouveaux Länder. À Berlin, il dépasse tout juste ce seuil (20,2 %, troisième place). Beaucoup de ses électeurs ont voté cette fois pour La Gauche, plus radicale et plus enracinée dans ces régions. Il est remarquable que la CDU recule en Allemagne de l'Ouest mais progresse en Allemagne de l'Est.

6. En 2005, 19 % des sondés tiennent la personnalité du chancelier pour plus importante que la question de savoir quels partis forment le gouvernement. En 2009, ce chiffre est de 28 % et même de 37 % pour les sympathisants de la CDU/CSU.

Est-ce un bonus pour Angela Merkel, la femme venue de l'ex-RDA ? Inversement, les pertes de la CSU en Bavière (6,7 points) et de la CDU en Bade-Wurtemberg (4,8 points) signifient-elles que les électeurs de la CDU et la CSU de l'Allemagne du Sud, catholique et conservatrice, n'acceptent qu'avec une certaine réserve la chancelière et présidente de la CDU (femme divorcée, protestante, venue de l'Allemagne de l'Est, trop « social-démocratisée ») ? Ces reculs de la CDU et de la CSU dans cette région profitent au FDP. Pour le SPD, l'Allemagne du Sud reste une terre de mission. En Bavière comme en Bade-Wurtemberg, il n'atteint pas 20 % et ne remporte qu'une seule circonscription par mandat direct. Dans ces régions, il a perdu son statut de parti de rassemblement (*Volkspartei*). Son influence sur la vie politique n'est plus que marginale.

Les élections de 2009 confirment que la CDU/CSU et, dans une moindre mesure, le SPD sont, de plus en plus, des partis d'électeurs âgés. Ils obtiennent leurs meilleurs résultats dans la catégorie des plus de 60 ans (42 % et 28 % respectivement). Dans toutes les autres catégories d'âge, la CDU/CSU fait moins bien que son résultat global. Les deux partis restent en dessous de leur résultat moyen parmi les moins de 30 ans. Le recul du SPD est dramatique (18 points), il est même devancé parmi les jeunes par le FDP, fait inimaginable pendant les années d'apogée des *Jusos*.

Les femmes, surtout les plus âgées, votent plus volontiers pour la CDU/CSU que les hommes. Pour le FDP, c'est l'inverse. Les Verts ont toujours un électoral assez jeune, surtout de femmes jeunes.

Le comportement électoral des différentes catégories sociales montre quelques traits marquants. Parmi les

ouvriers, c'est maintenant la CDU/CSU qui est, malgré un recul léger, le parti numéro un. Les pertes élevées du SPD parmi sa clientèle traditionnellement assez fidèle vont surtout à La Gauche. Ce n'est que parmi les ouvriers syndiqués que le SPD fait mieux que les autres partis. Il est remarquable et assez surprenant que le FDP dispose maintenant d'un électoral ouvrier qui n'est plus seulement marginal (13 %), même si les patrons constituent un élément beaucoup plus important. Surtout, le FDP est le parti nettement préféré des médecins (56 % votent pour les libéraux !). L'électorat des Verts se caractérise par une faible part d'ouvriers et de retraités, mais par une part assez élevée de fonctionnaires, surtout des enseignants probablement – ce qui recoupe le fait qu'un pourcentage élevé de l'électorat vert a le bac ou a fait des études (18 %).

145

L'ALTERNANCE POUR QUELLE POLITIQUE ?

Au moment où sont écrites ces lignes, l'accord détaillé de coalition entre la CDU/CSU et le FDP n'est pas encore conclu et le nouveau gouvernement non encore formé. Par conséquent il est trop tôt pour se faire une idée de la ligne précise que la politique nouvelle va prendre. De toute façon, il ne s'agit pas d'une alternance complète comme en 1998, mais d'une alternance douce, modérée. Le nouveau gouvernement est dirigé par la même chancelière et la CDU/CSU est, comme dans le gouvernement précédent, le parti le plus fort. Les électeurs n'ont donc pas donné mandat pour un tournant politique radical. Angela Merkel a déjà déclaré, dès la soirée électorale, qu'elle entend être la chancelière de tous les Allemands. Ce qui sonne comme une banalité peut être entendu

comme un avertissement à son nouveau partenaire libéral.

Le programme du FDP se distingue assez nettement sur plusieurs points importants des idées d'Angela Merkel et de celles de la majorité de la CDU/CSU. Le FDP défend un libéralisme plus radical en matière fiscale et sociale et il se considère comme le défenseur des droits civiques. Il entend rendre plus faciles les licenciements des travailleurs et il est opposé à tout salaire minimum⁷. Or la chancelière a déclaré sans ambages qu'elle entend garder les acquis sociaux et qu'il n'y aura pas de nouvelles coupes dans les budgets sociaux. Elle a ajouté qu'elle laissera intact (avec certaines modifications) l'accord trouvé avec le SPD sur la politique de santé, autre pomme de discorde avec le FDP. La revendication centrale du FDP était une réduction massive des impôts, essentiellement en faveur des entreprises et des hauts revenus. Sur ce point également Angela Merkel freine en évoquant le déficit très important du budget de l'État et elle rappelle la nécessité impérieuse de le combler. Visiblement elle a abandonné, sous le choc de la presque défaite de 2005, ses idées très libérales de naguère. Il est décidé de maintenir la CDU/CSU dans une position centriste, de ne pas perdre son statut de parti de rassemblement, donc de ne pas méconter les couches populaires. Sans doute pense-t-elle déjà aux élections régionales de mai prochain en Rhénanie du Nord-Westphalie. Ce Land très important, qui englobe la région de la Ruhr et son électorat populaire nombreux, est actuellement gouverné par une coalition

146

CDU/FDP⁸. Une défaite fera perdre à la nouvelle coalition fédérale sa majorité au Bundesrat. Dans ce cas, cette deuxième chambre risquerait d'être un frein fort gênant à de nombreuses décisions du gouvernement fédéral. Pour le moment, il semble que le FDP soit obligé de faire beaucoup de concessions, mais il insistera sur son poids accru et sera sans doute soutenu par les exigences et les pressions qu'exercera le patronat sur la direction de la CDU et sur la chancelière.

On peut prévoir que le FDP sera, au moins partiellement, récompensé dans le domaine des droits civiques. Dans la bonne tradition du libéralisme politique il rejette certaines mesures prises par la grande coalition sous la responsabilité d'un ministre de l'Intérieur issu de la CDU. Malgré les objections venant des rangs des parlementaires de la CDU/CSU et des ministres des Länder, soucieux de la sécurité publique mise en danger par les menaces terroristes, on peut prévoir un adoucissement de la législation dans ce domaine.

Les partenaires du nouveau gouvernement sont d'accord pour prolonger le fonctionnement des centrales nucléaires, au risque de provoquer des manifestations de rue.

APRÈS LA DÉBÂCLE : QUEL AVENIR POUR LE SPD ?

L'aspect le plus surprenant du résultat des élections est le score catastrophique du SPD. Il est assez paradoxal que la force politique qui n'est pas responsable de la crise financière en subisse les

7. Le gouvernement de la grande coalition n'a pas fixé un salaire minimum général – exigence du SPD –, mais des minima pour certaines branches.

8. Le ministre-président est le leader de l'aile gauche de la CDU.

conséquences le plus douloureusement, tandis que ceux qui se sont comportés comme les défenseurs d'un marché déchaîné – les libéraux – en profitent électoralement.

Jamais un parti n'a subi une telle perte de voix (et de députés, à savoir un tiers) d'une élection législative à une autre. Ces 23 % révèlent la crise existentielle du plus ancien parti allemand (fondé en 1863). Le SPD est-il en train de perdre son caractère de grand parti de rassemblement (*Volkspartei*) puisqu'il ne dépasse plus le seuil tenu pour symptomatique de 30 % dans aucun des 16 Länder de l'Allemagne⁹? Comment expliquer cette débâcle historique? Quelles voies s'offrent au SPD pour sortir de cette crise?

On a vu que les très nombreux électeurs qui ont déserté le SPD sont surtout allés vers l'abstention, La Gauche et la CDU. Pour quelles raisons? Une bonne partie de ces électeurs étaient mécontents de la participation du SPD à la grande coalition, en tant qu'associé de la CDU/CSU. Si les adhérents et les électeurs de la CDU/CSU se contentent de l'exercice du pouvoir par leur parti, les adhérents et beaucoup d'électeurs du SPD sont plus exigeants. Ils jugent la politique du gouvernement auquel le SPD participe en la comparant, souvent très strictement, au programme du parti. Ils ont tendance à ne pas tenir suffisamment compte des contraintes de toutes sortes qui limitent la liberté de décision du SPD en situation de gouvernement. Déçus, beaucoup tournent le dos au parti, ne votent plus ou donnent même leurs voix à un autre parti.

Cette fois, un autre facteur a joué. Si le SPD avait déclaré ne plus participer à un gouvernement de grande coalition, quelle aurait été l'alternative? Les sondages ne laissent aucun doute sur le fait qu'il n'y avait aucune chance pour qu'une coalition avec les Verts obtienne une majorité (comme en 1998 et en 2002). Le FDP pour sa part rejetait fermement toute alliance avec le SPD et les Verts. De plus, se prononcer en faveur d'une telle coalition était peu crédible de la part du SPD puisqu'il attaquait vigoureusement ce même FDP. La seule perspective de pouvoir qui restait au SPD était de continuer dans son rôle de second dans la grande coalition. Cette perspective et le slogan purement négatif: «Empêcher noir-jaune», à savoir une coalition entre la CDU/CSU et le FDP, n'étaient pas de nature à motiver ses sympathisants. L'exode de presque 2 millions d'électeurs vers l'abstention a été la conséquence de ce dilemme stratégique.

Les griefs d'une autre partie des anciens électeurs du SPD sont plus anciens. Ils datent de l'opposition violente aux réformes sociales du gouvernement de Gerhard Schröder, dites réformes de l'Agenda 2010¹⁰. Ces réformes qui s'inspiraient de la «troisième voie» prônée par Tony Blair ont sans doute stabilisé le fondement financier de l'État-providence, renforcé l'économie allemande et réduit massivement le chômage. Mais elles n'ont pas conduit à la rénovation espérée du SPD, mais à sa crise. Elles allaient à l'encontre du projet social-démocrate traditionnel et furent dénoncées comme une dérive vers le social-libéralisme. Toutes ces

9. En 2005, il n'est resté sous ce seuil qu'en Bavière, en Saxe et, de justesse, en Thuringe.

10. Pour une analyse plus détaillée voir notre «Lettre d'Allemagne. Le chancelier Schröder, l'agenda 2010 et la crise du SPD», *Pouvoirs*, n° 112, *La Russie de Poutine*, p. 155-166.

douloureuses réformes, accompagnées par-dessus le marché par des baisses substantielles d'impôts qui profitaient surtout aux hauts revenus et aux patrons, ont été ressenties par l'électorat populaire du SPD comme une « trahison », comme un abandon de sa valeur fondamentale, à savoir la justice sociale. De plus, ces réformes furent décidées d'une façon plus ou moins autoritaire, par un cercle étroit de dirigeants du parti (parmi lesquels Frank-Walter Steinmeier occupait une place particulièrement importante), mal expliquées et finalement imposées d'en haut à « la base » récalcitrante du parti. Malgré quelques retouches, ces réformes furent maintenues et mêmes aggravées par le relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans, à l'initiative de Franz Münterfering, ministre du Travail dans le gouvernement de la grande coalition et un des leaders les plus influents du SPD¹¹. Les électeurs des couches populaires ont alors quitté massivement le SPD¹² et une bonne partie, séduite par ses mots d'ordre « À bas Hartz IV ! » (synonymes des réformes du chancelier Schröder) ou « À bas la retraite à 67 ans ! », est allée à La Gauche. La montée de ce nouveau parti à gauche du SPD fut donc favorisée d'une manière décisive par la politique du SPD lui-même sous le gouvernement de Gerhard Schröder.

Depuis des années, le SPD se débat dans une crise idéologique, une crise d'identité et aussi une crise de direction. Il peine à trouver une ligne politique claire qui joigne une politique économique tenant compte de la mondialisation à plus de justice sociale, son projet fondateur. Mais l'État-providence doit

tenir compte des problèmes provoqués par une société vieillissante et par les difficultés financières aggravées par la crise. Il est trop simple, même si c'est électoralement payant, de nier ces problèmes et de se contenter de donner des réponses simplistes qui ne sont plus adaptées à la situation d'aujourd'hui – ce que fait La Gauche. Jusqu'à présent la direction du SPD n'a pas réussi à faire ce travail pédagogique, certes difficile mais nécessaire.

Depuis des années déjà, le SPD souffre des conséquences de cette situation. Le changement de plus en plus rapide au poste de président en est un signe très visible: trois seulement de 1945 à 1987, mais dix depuis. Dans ces conditions, il est difficile d'adapter le parti aux défis nouveaux et de formuler des projets clairs et qui gardent une valeur pendant un certain temps. On a déjà mentionné l'atrophie de l'électorat du SPD aux élections au Bundestag depuis 1998. Il faut aussi regarder la situation dans les Länder. En 1999, le SPD dirigeait le gouvernement dans 11 Länder (sur 16); aujourd'hui il ne lui en reste que 5. Cette perte des adhérents est très douloureuse pour un parti qui était fier de ses nombreux partisans et militants. Le million de 1976 se maintient à peu près jusqu'en 1990 (950 000), puis fond rapidement pour tomber à 520 000 en 2008, et pour la première fois avec des chiffres inférieurs à ceux de la CDU, sans parler des pertes financières et de la moindre influence politique qui vont de pair avec ce rétrécissement à tous les niveaux. Les défaites électorales et, peut-être encore plus, la baisse du nombre d'adhérents signifient un défaut

11. Architecte de la victoire de 1998, il a été deux fois président du parti.

12. De 20 millions en 1998, l'électorat est tombé à 10 millions en 2009.

de motivation, un découragement, un ralentissement du dynamisme (aggravé par l'absence de jeunes), une crise du militantisme, bref un affaiblissement considérable du parti. Si le SPD n'est pas prêt de disparaître de la scène politique, il est sérieusement menacé dans le rôle de grand parti de rassemblement qu'il a pu jouer jusqu'à présent dans la vie politique allemande.

Comment le SPD peut-il sortir de cette crise cruelle, comment peut-il se reconstruire, retrouver son identité perdue, redonner de la confiance aux adhérents et regagner une perspective de pouvoir? Un retour pur et simple au passé, prôné par certains, ne sera pas le remède miracle. En tournant le dos purement et simplement aux réformes de l'ère Schröder, le SPD perdra toute crédibilité. D'autre part, il est indispensable qu'il se refasse un profil de défenseur des couches populaires, qu'il montre avec plus de force de conviction qu'il prend en charge ses intérêts. Cela signifie que le SPD devra donner un coup de barre à gauche mais pas au point de rebuter l'électorat modéré, indispensable au rassemblement d'une majorité. Il doit donc faire le grand écart entre l'adaptation à la modernité et la fidélité à la tradition. Ce sera la tâche d'une nouvelle direction, rajeunie, d'infléchir dans ce sens l'orientation politique du SPD. Sans doute sera-t-il moins difficile de réussir cela dans l'opposition qu'au gouvernement, à côté de la CDU/CSU.

Aucun autre parti n'est dans une situation aussi délicate, qu'il s'agisse d'un parti plutôt conservateur ou un parti de gauche radicale. Les difficultés que rencontrent par exemple le Ps français ou le Labour Party britannique prouvent qu'il ne s'agit pas d'un problème spécifique au seul SPD et qu'on a affaire à un phénomène général, à

des causes générales. L'évolution des sociétés européennes (fragmentation, individualisme) et l'émiettement du monde ouvrier, provoqué par les progrès technologiques, ont affaibli la valeur de solidarité collective. Le développement de l'État-providence, accepté par les partis conservateurs, construit en Allemagne avec la participation active de la CDU/CSU, a réalisé le projet social-démocrate (après l'abandon de la théorie marxiste). Le SPD a perdu une bonne part de sa spécificité, car la CDU/CSU, sous la direction d'Angela Merkel, s'est tournée vers la gauche en captant une partie importante de la thématique du SPD. La partie modérée de l'électorat du SPD peut donc préférer à un certain moment, et sans scrupule, la CDU/CSU.

Évidemment, le SPD veut, par cette orientation nouvelle, préparer une alliance avec La Gauche. La croissance de ce parti composé d'anciens communistes de l'ex-RDA et de déçus du SPD a grandement nui à ce dernier – une bonne partie de ses électeurs et de ses adhérents en étant issus. La division du camp socialiste (SPD, USPD, KPD) avait déjà contribué à la fin prématurée de la République de Weimar. Le même sort ne menace évidemment pas la deuxième démocratie allemande, mais si l'hostilité entre les deux partis perdure il sera très difficile au SPD de rassembler une majorité pour former une coalition gouvernementale sous sa direction. Il risque de devenir une opposition quasi structurelle. Il est vrai qu'une alliance entre le SPD et La Gauche – la fusion paraît exclue – ne sera pas possible sans que, dans ce dernier parti, le courant pragmatique ne prenne le dessus sur les dogmatiques et les sectaires et que le parti élabore un projet réaliste, notamment en politique étrangère et européenne.

Ce processus de rapprochement va être entrepris d'abord dans le cadre des Länder. Un processus analogue fut déjà expérimenté dans les années 1980 entre le SPD et les Verts. Dans le cadre d'un Land, les Verts ont appris les contraintes de la responsabilité gouvernementale et, une dizaine d'années plus tard, une coalition SPD/Verts était possible au niveau fédéral. Personne ne sait si une expérience pareille avec La Gauche réussira. De toute façon, elle sera entreprise. Jusqu'à présent il n'y a eu des coalitions « rouge-rouge » que dans les conditions particulières des Länder de l'ex-RDA¹³. La première tentative dans un Land de l'ex-RFA a été entreprise en Hesse après les élections régionales de janvier 2008, mais elle a lamentablement échoué. Une coalition paraissait probable en Sarre, après les élections régionales du 30 août 2009, mais finalement ne fut pas conclue. Elle ne s'est pas non plus réalisée en Thuringe, ni en Brandebourg. On verra si des tentatives ultérieures, surtout dans un Land de l'ex-RFA, apporteront des résultats plus réconfortants et si elles pourront, comme cela a été le cas avec les Verts, ouvrir une perspective nouvelle pour le SPD au niveau fédéral.

LE SYSTÈME POLITIQUE ALLEMAND EN MUTATION

Dès les débuts de la République fédérale, le fondement de sa stabilité extraordinaire, et inattendue, fut le système des partis. Après la disparition rapide des petits partis¹⁴, il restait deux grands partis (la CDU/CSU et le SPD) et le FDP. Ce dernier était beaucoup plus petit mais il remplissait une fonction charnière. Puisque l'un des deux grands ne gagnait qu'exceptionnellement la majorité absolue des sièges du Bundestag¹⁵, le petit FDP décidait finalement lequel des deux grands formerait et dirigerait le gouvernement, auquel il participait de toute façon¹⁶. Il déclarait sa préférence avant les élections, de sorte que les électeurs puissent voter en connaissance de cause. Plus proche de la CDU/CSU que du SPD, le FDP s'alliait plus souvent à la première (de 1949 à 1956, de 1961 à 1966, de 1982 à 1998). Une coalition avec le SPD ne s'est réalisée que pendant la période de prédominance de l'aile gauche dans le FDP (de 1969 à 1982). L'entrée des Verts au Bundestag en 1983 a affaibli le SPD et facilité ainsi, sous le chancelier Helmut Kohl, une longue période de coalition de la CDU/CSU avec le FDP.

L'arrivée des Verts ne changea pas fondamentalement la structure du sys-

13. C'est en Mecklembourg-Poméranie occidentale que la première coalition entre le SPD et le Pds/La Gauche fut formée, en 1998. La coalition gouverna jusqu'en 2006. Les mêmes partis gouvernement ensemble le Land Berlin depuis janvier 2002. De 1994 à 2002 le Pds toléra un gouvernement minoritaire du SPD en Saxe-Anhalt (de 1994 à 1998 avec la participation des Verts).

14. Ils étaient encore 11 au Bundestag élu en 1949.

15. La seule exception fut l'élection de 1957, lorsque le chancelier Konrad Adenauer et la CDU/CSU remportèrent cette majorité absolue.

16. Jusqu'en 1998 la seule exception fut la grande coalition de 1966 à 1969. En février 1956, les ministres du FDP quittèrent le gouvernement et le parti ne participa pas aux gouvernements de la troisième législature, parce que justement la CDU/CSU avait à elle seule la majorité absolue.

tème des partis. Celle-ci restait bipolaire : un grand et un petit parti à droite comme à gauche. L'usure du pouvoir de la CDU/CSU et une orientation plus pragmatique/modérée des Verts permettaient en 1998 une alternance complète : le gouvernement SPD/Verts sous le chancelier Gerhard Schröder. Pour la première fois depuis la fondation de la RFA ni la CDU/CSU ni le FDP ne participaient au gouvernement.

Ce système clair et bien structuré fut menacé par un affaiblissement croissant des deux *Volksparteien*. La CDU/CSU et le SPD ne réunissent que 56,8 % des électeurs en 2009 tandis qu'ils en rassemblaient de 1953 à 2002 toujours plus de 70 % (69,4 % en 2005), souvent plus de 80 % et même plus de 90 % aux élections de 1972 et 1976. Cet affaiblissement résulte de l'érosion des milieux socio-culturels sur lesquels ils s'appuient et des valeurs qui y sont prédominantes, à savoir le catholicisme et un monde ouvrier relativement homogène. Puisque ces évolutions sont irréversibles, il est peu vraisemblable que la CDU/CSU et le SPD redeviennent aussi puissants qu'ils ont été. À partir des années 1990, il devint donc de plus en plus difficile pour la CDU/CSU ou le SPD d'obtenir la majorité des sièges au Bundestag avec leur petit partenaire respectif¹⁷.

L'autre facteur qui a troublé le système bien construit des partis fut l'arrivée de La Gauche. Aux élections de 2005, ce nouveau parti, qui résulte d'une fusion du PDS et d'une partie du SPD de l'ex-RFA, franchit sans problème la barre des 5 % et fait son entrée au Bundestag. En raison de son projet politique (mais aussi à cause

du rôle d'Oskar Lafontaine), La Gauche fut considérée comme « infréquentable » par les autres partis. Par conséquent ni le camp de droite ni le camp de gauche ne disposaient d'une majorité parlementaire, et la grande coalition devenait inévitable.

Les élections de 2009 ont mis fin à cet expédient. Mais le retour à la normale – les partis d'un camp forment le gouvernement, les partis de l'autre sont dans l'opposition – pourrait n'être que provisoire. La majorité « noir-jaune » est étroite sans les mandats supplémentaires qui seront probablement supprimés après une décision de la Cour constitutionnelle. Pour éviter un recours plus fréquent à la grande coalition, considérée comme une alliance contre nature qui ne saurait devenir la règle dans une démocratie¹⁸, il est nécessaire que le SPD mette fin à l'ostracisme envers La Gauche afin que la majorité de gauche arithmétique, qui existait au Bundestag de 1998 à 2009 (SPD, La Gauche, les Verts), devienne politique.

Mais la bipolarisation n'est pas la seule possibilité que l'évolution du système des partis puisse prendre. Une organisation plus souple est également possible. Cela dépend essentiellement des deux « petits » partis, le FDP et les Verts. S'ils se montrent ouverts vers la droite comme vers la gauche, ils peuvent changer de partenaire (CDU/CSU ou SPD) et il n'y aura qu'une bipolarisation adoucie. Toutefois les libéraux ont pris depuis des années une orientation unilatérale, clairement à droite. Dans aucun des Länder ils ne gouvernent à côté du SPD. Il est difficilement concevable qu'ils changent dans un

17. Sans les mandats supplémentaires, la coalition CDU/CSU avec le FDP n'aurait eu, en 1994, que 329 sièges sur 656, donc une majorité d'extrême justesse.

18. Au niveau des Länder toutefois, les grandes coalitions sont plus fréquentes.

avenir proche. C'est donc aux Verts que reviendra le rôle décisif. Jusqu'à présent ils se situent assez nettement à gauche. Au niveau fédéral, toute tentative timide (en 2005) de former une coalition avec la CDU/CSU et le FDP a échoué. Pendant la dernière campagne électorale, ils ont encore formellement exclu une telle coalition. Au niveau des Länder, la seule exception aux alliances avec le SPD est Hambourg où ils gouvernent avec la CDU, d'orientation fort libérale dans cette ville. Il est vrai qu'une alliance exclusive avec le SPD et La Gauche peut poser problème aux Verts. La thématique politique centrale d'une telle coalition sera la justice sociale, probablement comprise dans un sens assez traditionnel. Cette politique s'adressera surtout à la clientèle habituelle de la social-démocratie, à savoir les ouvriers, les chômeurs, les rentiers, etc. Or, la justice sociale n'est pas le thème central du projet des Verts, et la clientèle populaire n'est pas non plus la sienne. Les Verts se placent expressément à gauche *et* au centre et admettent volontiers qu'ils ont aussi un électorat bourgeois. En tant que simple associé exclusif du SPD et de La Gauche, ils n'auraient pas un avenir politique prometteur¹⁹.

Les événements en Sarre après les élections régionales de 2009 ont mis au jour les problèmes qui vont de pair avec cette flexibilité du système des partis. Même si d'autres combinaisons ne furent pas exclues formellement par les Verts pendant la campagne électorale, une coalition de gauche avec le SPD et La Gauche paraissait être clairement leur majorité préférée. Toutefois les Verts font fina-

lement cause commune avec la CDU et le FDP. C'est la première fois qu'une coalition dite Jamaïque²⁰ fut formée en Allemagne. Les événements montrent que les petits partis qui feront l'appoint de la majorité auront une influence politique démesurée comparée à leur force réelle. Le FDP s'était déjà souvent réjoui dans le passé, au niveau fédéral, de sa position charnière. Finalement ce sont eux qui, avec 10 % des voix²¹, décident de l'orientation politique générale, ce qui est peu satisfaisant d'un point de vue démocratique. Jusqu'à présent l'électeur allemand a non seulement élu les députés du Bundestag, mais de fait, en même temps, le chancelier/la chancelière, le futur gouvernement et son orientation politique. Si dorénavant il ne sait pas d'avance pour quelle coalition et pour quelle politique il vote, il devra se contenter de voter pour un parti, son programme et son personnel dirigeant. Des petits cercles de dirigeants de partis décideront après l'élection, au cours de négociations confidentielles, quelle coalition gouvernementale sera formée et quelle politique elle fera. Du point de vue de « l'hygiène démocratique », il est préférable que les petits partis disent clairement, avant la journée électorale, avec lequel des deux grands ils veulent gouverner. Ils peuvent ajouter qu'ils seront en principe aussi prêts, si l'électeur n'a pas donné la majorité à la coalition voulue, à gouverner avec l'autre. Autrement les citoyens se détourneront encore plus de la politique qui sera sentie comme la chose des seuls « politiciens », trop éloignés de leurs problèmes.

19. Voir l'entretien de Renate Künast, une des deux chefs du groupe au Bundestag, *Süddeutsche Zeitung*, 9 octobre 2009.

20. En référence aux couleurs des trois partis (noir, jaune, vert) qui sont aussi celles du drapeau de l'État des Caraïbes.

21. Ou moins : les Verts en Sarre n'ont obtenu que 5,9 %.